

35 fédérations et associations nationales Des collectifs inter-associatifs locaux de lutte contre la pauvreté et l'exclusion

Les associations de solidarité alertent les Français

L'extrême droite est aux portes du pouvoir. Les actions que nous menons auprès des publics vulnérables sont aujourd'hui menacées.

Alors que nos associations prônent les valeurs de fraternité et d'universalité des droits, le programme de l'extrême droite est basé sur le principe de « préférence nationale ». Les conséquences de cette vision seraient malheureusement très concrètes pour les personnes les plus précaires :

- Acceptons-nous de laisser des enfants dormir à la rue sous prétexte que leurs parents seraient en situation irrégulière ?
- ➤ Voulons-nous décemment refuser de nourrir une personne affamée parce qu'elle est étrangère?
- Voulons-nous créer un délit de solidarité et mettre la police aux trousses de bénévoles qui apportent un premier secours à des migrants en danger de mort ?

Les associations de solidarité affirment très clairement que non : le Rassemblement national ne défend pas les intérêts des personnes précaires.

Leur politique ne ferait qu'accentuer les difficultés des plus précaires et ferait entrer dans la précarité des centaines de milliers de personnes supplémentaires. Leurs prises de position depuis 5 ans au Parlement européen et 2 ans à l'Assemblée nationale démontrent que leur action est nuisible envers les personnes que nos associations accompagnent.

Les députés du RN ont, en effet, refusé de voter la revalorisation des minimas sociaux, l'augmentation du Smic, ou le gel des loyers.

Nous vous appelons à voter massivement au second tour des élections législatives pour faire entendre votre voix et vous opposer à un projet contraire aux valeurs de notre République.

Votez le 7 juillet, contre l'extrême droite, pour la solidarité!



35 fédérations et associations nationales Des collectifs inter-associatifs locaux

de lutte contre la pauvreté et l'exclusion

Les conséquences de l'application du programme du Rassemblement national sur les solidarités

• Logement

- Remise en cause des règles relatives à la responsabilité des communes de proposer des logements sociaux
- Fin de l'obligation pour les propriétaires de rénover les passoires thermiques qui sont louées
- Refus du gel des loyers
- Préférence nationale dans l'attribution des logements sociaux

Santé

- Augmentation des tarifs des consultations en fonction des territoires
- Déserts médicaux accrus avec la fin du recours des médecins étrangers
- ⇒ Le renforcement de la télémédecine sans accompagnement adapté rendrait plus difficile l'accès aux soins des personnes vulnérables en situation de fracture numérique
- Saturation accrue des urgences avec la Suppression de l'aide médicale d'Etat
- ⇒ La suppression des ARS va mettre en péril la continuité du financement des politiques de prise en charge de la perte d'autonomie

Accès à l'alimentation et à l'eau

- Pas de soutien aux agriculteurs pauvres qui demandent des prix planchers pour leur production
- Pas de soutien à la gratuité des 40 premiers litres d'eau par jour et par personne
- Opposition à l'option végétarienne dans les cantines
- Conditionnement de l'accès aux aides sociales et logements sociaux sur la base de la priorité nationale => hausse de la précarité alimentaire

4 Inégalités

- Baisse des impôts sur les plus riches (suppression de l'impôt sur la fortune immobilière)
- ➡ La baisse de la TVA sur l'énergie bénéficierait d'abord aux plus riches dont la consommation est plus importante
- Les députés RN se sont opposés au blocage des prix de première nécessité et à l'augmentation du Smic
- Selon l'Institut Montaigne, les plus modestes perdraient 1 % de leurs revenus en moyenne avec le programme du RN
- Suppression de la compensation accordée à la Banque postale pour sa mission d'accessibilité bancaire exercée à travers le Livret A (1,5 million d'usagers)